

Face à l'inflexibilité du gouvernement, les biologistes médicaux en appellent au Président de la République : « M. le Président, ne laissez pas Bercy asphyxier la biologie ! »

- Au premier jour de leur mobilisation, les membres de l'Alliance de la Biologie Médicale confirment la mobilisation exceptionnelle des laboratoires : **plus de 95 % des laboratoires sont fermés pour cause de grève ce lundi à 12h.**
- À l'occasion d'une conférence de presse visant à expliquer les raisons de leur mouvement, les membres de l'ABM ont rappelé **la proposition qu'ils font depuis le début et qui est désormais soutenue par le Sénat : une contribution exceptionnelle de 250 millions d'euros uniquement sur l'enveloppe Covid et limitée à 2023.**
- Alors que le gouvernement refuse tout dialogue et répand des chiffres tronqués dans la presse pour discréditer la profession, **les laboratoires de biologie médicale en appellent désormais à l'intervention du président de la République** pour régler ce conflit.

Après des semaines à mener en bateau les représentants de la profession, le gouvernement laisse désormais croire que le secteur de la biologie médicale bloquerait toute négociation quant à l'article 27 du PLFSS. Nous avons pourtant toujours prôné le dialogue et, **dès le début, nous avons affirmé que nous étions prêts à accepter une contribution exceptionnelle de 250 millions d'euros en 2023 au titre de notre activité Covid.**

Aujourd'hui, face au refus obstiné de nos interlocuteurs, **nous sommes obligés de passer par la seule langue parlée des pouvoirs publics : le rapport de force.**

C'est le sens de notre mouvement de grève, qui est actuellement suivi par plus de 95 % des laboratoires. Cette participation exceptionnelle montre que **l'ensemble de la biologie médicale (réseaux et syndicats) est uni face à l'inflexibilité du gouvernement.**

Pour rappel, les biologistes font des propositions. Ils ont salué, vendredi 11 novembre, le vote du Sénat ayant transformé cette baisse pérenne en contribution exceptionnelle de 250 millions d'euros en 2023. **Cet amendement du Sénat est une reconnaissance claire de la légitimité de notre demande.** Cette demande, formulée dès le mois de juillet 2022, visait à participer à l'effort exceptionnel sur les dépenses Covid, en contribuant précisément à hauteur de 250 millions d'euros sur l'année 2023. Il faut que les autorités l'entendent !

D'autant plus que leur position ne cesse de se durcir. En l'état, **la CNAM compte ponctionner plus de 1,276 milliard d'euros sur la biologie médicale courante jusqu'en 2026, et ce sur le fondement de chiffres trompeurs.** Le gouvernement affirme que nous aurions fait des profits records – parlant un jour de 7 milliards et le lendemain de 3,5 – mais ces chiffres ne sont pas ceux de notre rentabilité ! **Sur la période de la crise, le résultat net a « bondi » à 16 % en moyenne en période de crise quand il est de 12 % en période normale.**

D'un autre côté, notre chiffre d'affaires – qui ne prend pas en compte nos coûts – a effectivement été exceptionnel. Nous ne l'avons jamais nié. Mais c'est le résultat direct de la politique du « quoi qu'il en coûte » en matière de dépistage, scrupuleusement mise en œuvre par les laboratoires sur ordre du gouvernement.

Et maintenant on voudrait punir les biologistes médicaux pour leur efficacité pendant la crise ? Alors même qu'ils ont alerté dès l'automne 2020 sur le risque de dérapage financier d'une politique de dépistage open bar ?

La situation est simple : **le gouvernement veut faire de la biologie médicale un symbole, à partir d'un constat tronqué, et prend ainsi le risque de déstabiliser en profondeur notre profession.** Très concrètement, le montant d'économies souhaité par les autorités va impacter l'accès aux soins des Français et l'emploi : c'est **près de 10 % de nos sites qui sont menacés, soit 400 laboratoires de proximité.**

Nous demandons donc aux pouvoirs publics de ne pas se tromper de combat, de ne pas impacter notre cœur de métier, et en appelons maintenant au Président de la République : c'est la santé des Français qui est en jeu !

Alain Le Meur, porte-parole de l'ABM alerte : « **M. le Président de la République, entendez notre appel ! Nous avons besoin d'une biologie forte, innovante et présente au plus près des Français pour répondre aux défis de santé des prochaines décennies. Si le gouvernement poursuit son projet, ce sont dix ans d'efforts pour construire une biologie de pointe qui seront détruits** ».

Contact presse

presseabm@havas.com – 06 73 06 65 43 (Renan Quiniou)

L'Alliance de la Biologie Médicale (ABM) fédère l'ensemble des acteurs de la biologie médicale française, représentants syndicaux (Biomed, SDB, SLBC, SNMB) comme réseaux de laboratoires (Biogroup, Cerba HealthCare, Eurofins, Inovie, LBI, Synlab, Unilabs). Parce qu'ils interviennent dans 70 % des diagnostics et décisions médicales, parce qu'ils sont au cœur des politiques de prévention et parce qu'ils sont en première ligne de la gestion des épidémies, les acteurs de la biologie médicale jouent un rôle pivot au service de la santé publique. Chaque jour, les biologistes médicaux agissent au service d'un demi-million de patients, au sein de 4 200 laboratoires de proximité implantés dans tous les territoires. Pionniers d'une révolution scientifique, industrielle et de santé publique, les membres de l'ABM ont pour priorité de maintenir une biologie de proximité qui allie qualité, performance et innovation, au bénéfice de tous les citoyens.